CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.903/4
du 23 février 2022

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontière dans le cadre des demandes de certificat ou de permis d'environnement, d'urbanisme ou de lotir et à l'affichage des décisions'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.903/4
van 23 februari 2022

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'met betrekking tot de Implementatie van grensoverschrijdende raadplegingsprocedure in het kader van aanvragen van een milieuattest of -vergunning, stedenbouwkundig attest, stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning en met betrekking tot de aanplakking van de beslissingen'

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

Le 26 janvier 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontière dans le cadre des demandes de certificat ou de permis d'environnement, d'urbanisme ou de lotir et à l'affichage des décisions'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 février 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 février 2022.

*

Op 26 januari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met klimaattransitie, leefmilieu, energie en participatieve democratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'met betrekking tot de Implementatie van grensoverschrijdende raadplegingsprocedure in het kader van aanvragen van een milieuattest of -vergunning, stedenbouwkundig attest, stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning en met betrekking tot de aanplakking van de beslissingen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 februari 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 februari 2022.

*

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'arrêté en projet entend fixer des règles de procédure en matière d'octroi et de publicité des certificats et permis d'environnement et d'urbanisme ou de lotir, et relatives aux consultations transrégionales et transfrontières dans les hypothèses où le projet concerné est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre région, d'un autre État membre de l'Union européenne, ou d'un État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 'sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier'. Dans ce contexte, se pose la question de savoir si le texte en projet doit être considéré comme un plan ou programme au sens de l'article 2, a), de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 'relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement', pour lequel, conformément à l'article 3 de cette directive, une évaluation environnementale doit être effectuée dans la mesure où il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Selon le paragraphe 2, a), de l'article 3 de cette directive, cette obligation s'applique à tous les plans et programmes qui sont élaborés pour les secteurs, notamment, de l'énergie, de l'affectation des sols ou de l'aménagement du territoire urbain et rural et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 'concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement' pourra être autorisée à l'avenir. Quant au paragraphe 4 du même article 3, il prévoit que « [p]our les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 2, qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, les États membres déterminent s'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ».

Selon la Cour de justice de l'Union européenne, « la notion de 'plans et programmes' se rapporte à tout acte qui établit, en définissant des règles et des procédures de contrôle applicables au secteur concerné, un ensemble significatif de critères et de modalités pour l'autorisation et la mise en œuvre d'un ou de plusieurs projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement » [1]. La Cour ajoute que la notion de « plans et programmes » peut également recouvrir des actes normatifs adoptés par la voie législative ou réglementaire [2]. Dans

[1] C.J., arrêt *Patrice d'Oultremont e.a. c. Région wallonne*, 27 octobre 2016, C-290/15, ECLI:EU:C:2016:816, § 49. Cet arrêt a été confirmé par deux arrêts prononcés le 7 juin 2018 : C.J., arrêt *Inter-Environnement Bruxelles ASBL e.a. c. Région de Bruxelles-Capitale*, 7 juin 2018, C-671/16, ECLI:EU:C:2018:403 ; et arrêt *Thybaut e.a. c. Région wallonne*, 7 juin 2018, C-160/17, ECLI:EU:C:2018:401.

[2] C.J., arrêt *Patrice d'Oultremont e.a. c. Région wallonne*, précité, § 52.

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

l'arrêt C-24/19 du 25 juin 2020, la Cour a confirmé qu'un arrêté du Gouvernement flamand peut être considéré comme un plan élaboré ou adopté par une autorité au niveau national, régional ou local.

À priori, vu la portée de l'arrêté en projet, il y a lieu de considérer que celui-ci fixe bien le cadre dans lequel des projets pourront être mis en œuvre à l'avenir, au sens de la directive 2001/42/CE, et de la jurisprudence de la Cour de de Justice de l'union européenne.

La Cour constitutionnelle considère toutefois que juger que toutes les législations et toutes les réglementations susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement devraient être soumises à une évaluation environnementale conformément à la directive 2001/42/CE, ne correspond pas à l'objectif du législateur européen, qui visait à ce que, conformément à cette directive, certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale [3].

En l'espèce, dès lors qu'il n'apparait pas qu'une évaluation préalable des incidences sur l'environnement du texte en projet a été réalisée, il appartient aux auteurs du projet d'être en mesure de justifier des raisons pour lesquelles ils situeraient celui-ci en dehors du champ d'application de la directive 2001/42/CE.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 6, § 5*bis*, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', dispose comme suit :

> « Avant que puisse être autorisée une implantation commerciale, visée à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 6°, d'une surface commerciale nette de plus de 20 000 m2 et qui est située à une distance de moins de vingt kilomètres d'une autre région ou de plusieurs autres régions, le gouvernement de la région dans laquelle l'implantation commerciale est située notifie le projet d'implantation commerciale au gouvernement de chacune des régions concernées.
>
> Si le gouvernement d'une région concerné le demande, une concertation a lieu ».

Pour sa part, l'article 175/1, § 4, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire prévoit ce qui suit :

> « Lorsque l'administration constate que le projet soumis à demande de certificat ou de permis est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier, ou lorsqu'un État membre susceptible d'être affecté notablement le demande, ou encore dans le cas visé à l'article 6, § 5*bis*, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 aout 1980, le dossier de demande accompagné du

[3] Voir à ce propos, l'avis n° 68.859/4 donné le 31 mars 2021 sur une proposition de décret de la Région wallonne 'visant à la promotion de l'équipement des véhicules électriques et à la réforme de la taxation', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2019-2020, n° 227/3, pp. 2 à 5, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68859.pdf. Voir à ce propos C.C., 28 février 2019, n° 33/2019, B.21.3 et C.C., 17 octobre 2019, n° 145/2019, B.9.3.

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

document d'évaluation préalable des incidences et des informations éventuelles sur les incidences transfrontalières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre État membre de l'Union européenne ou de cet autre État partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa précédent ;

2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'État susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

3° les modalités suivant lesquelles le dossier de demande accompagné du document d'évaluation préalable des incidences et des informations éventuelles sur les incidences transfrontalières sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa précédent [;]

4° les modalités suivant lesquelles les décisions prises sur les demandes de permis sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa précédent [;]

5° les modalités selon lesquelles les autorités de la Région de Bruxelles-Capitale doivent réagir lorsque la réalisation d'un projet sur le territoire d'une autre Région ou d'un autre État membre est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

L'arrêté en projet n'apparait pas exécuter cette disposition dans la mesure où elle a trait au cas visé à l'article 6, § 5*bis*, de la loi spéciale du 8 aout 1980.

Interrogée à ce propos, la déléguée du Gouvernement a répondu qu'il s'agissait d'un oubli auquel il serait remédié.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les dispositions visées aux alinéas 1er et 2 ne procurent pas de fondement juridique à l'arrêté en projet. Elles ne doivent donc pas être visées au préambule, dont les deux premiers alinéas seront dès lors omis.

2. L'alinéa 4, devenant l'alinéa 2, sera rédigé comme suit :

« Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, l'article 13, § 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juin 2010, l'article 87, modifié par les ordonnances du 26 mars 2009 et du 30 novembre 2017, et l'article 101 ; ».

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2, § 2, alinéa 2, prévoit :

> « Ces communications sont soumises aux dispositions du décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises ».

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle les communications concernées ne seraient pas déjà soumises au décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 'relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises', et ce en vertu de ces normes législatives elles-mêmes.

Par conséquent, cette disposition se borne à rappeler des règles qui découlent déjà de normes législatives.

Or, il n'appartient pas au Gouvernement de confirmer, dans un arrêté réglementaire, une règle inscrite dans une disposition législative. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il donne par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Gouvernement de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 sera donc omis.

Article 9

Il convient de préciser que l'article 87, alinéa 1er, de l'OPE a été remplacé par l'ordonnance du 26 mars 2009 et modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017.

La disposition à l'examen sera complétée en conséquence.

*

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het ontworpen besluit strekt tot vaststelling van de regels voor de procedure inzake de toekenning en de bekendmaking van milieuattesten en -vergunningen, stedenbouwkundige attesten en vergunningen of verkavelingsattesten en -vergunningen, alsook voor het gewest- en landsgrensoverschrijdend overleg in de gevallen dat het ontwerp in kwestie aanzienlijke milieueffecten kan hebben in een ander gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het van Espoo-verdrag van 25 februari 1991 'inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband'. In die context rijst de vraag of de ontworpen tekst beschouwd moet worden als een plan of programma in de zin van artikel 2, a), van richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 'betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's', waarvoor, overeenkomstig artikel 3 van die richtlijn, een milieubeoordeling uitgevoerd moet worden voor zover die aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

Luidens lid 2, a) van artikel 3 van die richtlijn is die verplichting van toepassing op alle plannen en programma's die voorbereid worden met betrekking tot, met name, energie, grondgebruik of ruimtelijke ordening en die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor de in bijlagen I en II bij richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 'betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten' genoemde projecten. Lid 4 van hetzelfde artikel 3, bepaalt dat voor "andere dan de in lid 2 bedoelde plannen en programma's, die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor projecten, (…) de lidstaten [bepalen] of het plan of het programma aanzienlijke milieueffecten kan hebben".

Volgens het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft "het begrip 'plannen en programma's' betrekking (…) op iedere handeling die, door vaststelling van op de betrokken sector toepasselijke regels en controleprocedures, een heel pakket criteria en modaliteiten vaststelt voor de goedkeuring en de uitvoering van één of meerdere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben".[1] Het Hof voegt er aan toe dat het begrip "plannen en programma's" ook betrekking kan hebben op normatieve handelingen die bij wet of besluit zijn vastgesteld.[2] In

[1] HvJ 27 oktober 2016, C-290/15, *Patrice d'Oultremont e.a. v. Waals Gewest*, ECLI:EU:C:2016:816, § 49. Dat arrest is bevestigd door twee arresten uitgesproken op 7 juni 2018: HvJ 7 juni 2018, C-671/16, *Inter-Environnement Bruxelles vzw e.a. v. Brussels Hoofdstedelijk Gewest*, ECLI:EU:C:2018:403; en HvJ 7 juni 2018, C-160/17, *Thybaut e.a. v. Waals Gewest*, ECLI:EU:C:2018:401.

[2] HvJ, voornoemd arrest *Patrice d'Oultremont e.a. v. Waals Gewest*, § 52.

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

arrest C-24/19 van 25 juni 2020 bevestigde het Hof dat een besluit van de Vlaamse Regering kan worden aangemerkt als een plan opgesteld of vastgesteld door een instantie op nationaal, regionaal of lokaal niveau.

Gelet op de draagwijdte van het ontwerp, dient *a priori* beschouwd te worden dat daarbij wel degelijk het kader vastgesteld wordt waarin projecten gerealiseerd kunnen worden in de toekomst, in de zin van richtlijn 2001/42/EG en van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.

Het Grondwettelijk Hof gaat er wel van uit dat oordelen dat elke wetgeving en elke regelgeving die aanzienlijke effecten op het milieu kan hebben, overeenkomstig richtlijn 2001/42/EG aan een milieubeoordeling zou moeten worden onderworpen, niet overeenstemt met het doel van de Europese wetgever, die beoogt dat bepaalde plannen en programma's die aanzienlijke effecten op het milieu kunnen hebben, overeenkomstig die richtlijn aan een milieubeoordeling worden onderworpen.[3]

Aangezien *in casu* niet blijkt dat voor de ontworpen tekst een voorafgaande milieueffectbeoordeling heeft plaatsgevonden, dienen de stellers van het ontwerp te kunnen rechtvaardigen waarom zij dat ontwerp buiten de werkingssfeer van richtlijn 2001/42/EG houden.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 6, § 5*bis*, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' dat bij artikel 4 van de wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' toepasselijk gemaakt is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest luidt als volgt:

> "Alvorens de toestemming kan worden gegeven voor een handelsvestiging, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 6°, met een netto-handelsoppervlakte van meer dan 20.000 m² gelegen op een afstand van minder dan twintig kilometer van een ander gewest of van verschillende andere gewesten, geeft de regering van het gewest op het grondgebied waar de handelsvestiging gelegen is, kennis van het ontwerp van handelsvestiging aan de regering van elk betrokken gewest.
>
> Indien de regering van een betrokken gewest hierom verzoekt, wordt er tussen de betrokken regeringen overleg gepleegd."

Artikel 175/1, § 4, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening bepaalt dan weer:

> "Wanneer de administratie vaststelt dat het project dat wordt voorgelegd tot aanvraag van een attest of een vergunning belangrijke gevolgen kan hebben voor het leefmilieu van een ander Gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat-medeondertekenaar van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in een grensoverschrijdend verband, of wanneer een lidstaat die aanzienlijk kan benadeeld worden het vraagt, of in het geval bedoeld in artikel 6, § 5bis,

[3] Zie in dat verband advies 68.859/4, op 31 maart 2021 gegeven over een voorstel van decreet van het Waals Gewest 'visant à la promotion de l'équipement des véhicules électriques et à la réforme de la taxation', *Parl.St.* W.Parl. 2019-20, nr. 227/3, 2-5, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68859.pdf. Zie in dat verband GwH, 28 februari 2019, nr. 33/2019, B.21.3 en GwH, 17 oktober 2019, nr. 145/2019, B.9.3.

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, wordt het aanvraagdossier samen met het voorafgaand milieueffectenrapport en eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van dit andere Gewest, deze andere lidstaat van de Europese Unie of deze andere Staat-medeondertekenaar van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt:

1° de instanties die belast zijn met het overmaken van de documenten aan de in voorgaand lid bedoelde autoriteiten;

2° de modaliteiten volgens welke de bevoegde autoriteiten van Gewesten of Staten die getroffen kunnen worden, mogen deelnemen aan de evaluatieprocedure van de milieueffecten;

3° de modaliteiten volgens welke het aanvraagdossier samen met het voorafgaand milieueffectenrapport en eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten alsook de opvolgingsmodaliteiten, aan de in voorgaand lid bedoelde autoriteiten worden bekendgemaakt [;]

4° de modaliteiten volgens dewelke de genomen beslissingen aangaande de vergunningsaanvragen worden medegedeeld aan de overheden vermeld in het vorig lid [;]

5° de modaliteiten volgens dewelke de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dienen te handelen wanneer de uitvoering van een project op het grondgebied van een ander Gewest of een andere lidstaat belangrijke gevolgen kan hebben voor het leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest."

Het ontworpen besluit lijkt niet te strekken tot uitvoering van die bepaling in zoverre ze betrekking heeft op het geval beoogd in artikel 6, § 5*bis*, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de regering geantwoord dat het ging om een vergetelheid die verholpen zou worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De bepalingen waarnaar verwezen wordt in het eerste en het tweede lid verlenen geen rechtsgrond aan het ontworpen besluit. Er behoort dus niet naar verwezen te worden in de aanhef, waaruit de twee eerste leden dus weggelaten moeten worden.

2. Het vierde lid, dat het tweede lid wordt, moet gesteld worden als volgt:

"Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, artikel 13, § 2, vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juni 2010, artikel 87, gewijzigd bij de ordonnantie van 26 maart 2009 en van 30 november 2017 en artikel 101;".

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2, § 2, tweede lid, bepaalt:

"Deze berichten zijn onderworpen aan de bepalingen van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen.'

De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom de berichten in kwestie al niet onderworpen zouden zijn aan het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 'betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen', en wel krachtens die wetgevende normen zelf.

Bijgevolg beperkt die bepaling zich ertoe regels in herinnering te brengen die al voortvloeien uit wetgevende normen.

Het staat echter niet aan de regering om in een verordeningsbesluit een regel over te nemen die reeds in een bepaling van wetgevende aard vervat is. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan over de aard van de regel in kwestie. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de regering toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend bij de wetgever berust.

Het tweede lid van paragraaf 2 moet dus weggelaten worden.

Artikel 9

Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 87, eerste lid, van de OMV vervangen is bij de ordonnantie van 26 maart 2009 en gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

‡LW-CFCWQBEAA-HAJADMW‡